

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18406 - 71ÈME ANNÉE

Dans 4 jours, la plus grande manifestation de l'année à La Réunion

Salon de la Maison en pleine crise du logement



En fin de semaine se tiendra la plus grande manifestation de l'année à La Réunion, le Salon de la Maison. Pendant 10 jours, ce sera l'exposition de rêves de consommation inaccessibles pour la majorité des Réunionnais.

Depuis plusieurs années, le Salon de la Maison est considéré comme la plus grande manifestation à La Réunion. Il se tiendra cette année du 29 avril au 8 mai. Pendant 10 jours, les constructeurs et les banquiers seront regroupés au Parc des expositions de Saint-Denis. Ce sera sans doute le moment choisi pour évaluer la vigueur de la reprise économique annoncée dans les statistiques.

Pour le secteur de la construction, le Salon de la Maison revêt une importance particulière. Elle permet de séduire la clientèle du secteur privé. En effet, plus de 80 % de l'activité du BTP dépend de la commande publique. Or les collectivités subissent de plein fouet la crise. L'État réduit ses dotations alors que les mairies,

le Conseil départemental et le Conseil régional ont accepté de développer les contrats aidés co-financés par l'État pour limiter la hausse du chômage. Face à cette situation, quasiment toutes les communes ont annoncé une hausse des impôts. Les investissements vont pâtir de la politique d'austérité, ce qui aura un impact sur le BTP. Le Salon de la Maison est donc le moyen de chercher à compenser cette baisse prévisible de la commande publique.

Cette manifestation montrera aussi que dans notre île, un grand nombre de personnes a en effet un pouvoir d'achat suffisant pour envisager d'acquiescer un bien de plusieurs centaines de milliers d'euros destiné à loger une famille. Les commentaires mettront en évidence le nombre de

visiteurs, ainsi que les profits réalisés par les exposants. Ils montreront aussi des familles qui penseront avoir réalisé leur rêve. 7 ans après le début d'une crise financière mondiale, tout est mis en œuvre pour relancer la consommation. En témoigne la chute des taux d'intérêts qui favorise l'endettement et donc l'achat de biens coûteux.

Exclusion d'une majorité invisible

Toutes ces images qui envahiront les médias ne concerneront qu'une minorité de la population. Car près de la moitié des Réunionnais vivent en dessous du seuil de pauvreté, et leurs préoccupations sont différentes. Voici deux semaines, elles s'étaient exprimées à Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne à la suite des changements sans concertation décidés pour le réseau de bus de la CINOR. Cela fut un des rares moments où cette majorité invisible a été présente dans les médias en dehors des pages des faits divers. Ces Réunionnais sont particulièrement touchés par la crise du logement. Malgré toutes les aides publiques, il manque constamment au moins 20.000 logements sociaux. Dans ce secteur, les prévisions sont très pessimistes. Les programmes de construction sont en effet bien loin de répondre aux besoins, et le décalage grandit tous les ans. 70 ans après l'abolition du statut colonial, des dizaines de milliers de familles continuent de vivre dans un habitat insalubre. Elles verront alors pendant plusieurs jours à la télévision et dans les publicités s'étaler un rêve inaccessible, car la société réunionnaise est coupée en deux par les inégalités.

M.M.

175 pays ont signé l'Accord de Paris

62.000 réfugiés par jour à cause du changement climatique

En Europe, l'actualité évoque souvent la tragédie des migrants qui traversent la Méditerranée au péril de leur vie. Ces migrations ne sont qu'un début. Vendredi dernier lors de la cérémonie de signature de l'Accord de Paris, le Premier ministre de Tuvalu a déclaré que 62 000 personnes sont déplacées chaque jour en raison des changements climatiques.



Enele Sosene Sopoaga, Premier ministre de Tuvalu, signe l'Accord de Paris. (photo Amanda Voisard/ONU)

Vendredi dernier à New York, le siège des Nations-Unies accueillait la cérémonie de signature de l'Accord de Paris. Adopté en décembre dernier lors de la COP21, ce document prévoit notamment que les États prennent des mesures pour limiter à deux degrés la hausse de la température moyenne de la Terre par rapport à l'époque pré-industrielle. Vendredi, 175 pays ont signé l'accord, et 15 ont en plus présenté à New York le texte ratifié par leur parlement. Parmi ces derniers figurent des États insulaires, en première ligne face aux conséquences du changement climatique.

Le Premier ministre de Tuvalu, Enele Sosene Sopoaga, est intervenu pour rappeler que 62 000 personnes sont déplacées chaque jour en raison des changements climatiques. Cela souligne l'urgence de répondre à la détresse de ces personnes. Enele Sosene Sopoaga a signalé que ce chiffre sidérant de 62 000 devrait faire retentir un signal d'alarme de

par le monde.

Efforts du Sénégal

Il a d'ailleurs souhaité obtenir une résolution de l'Assemblée générale établissant un système de protection juridique pour les personnes déplacées par l'impact des changements climatiques et qui leur assurerait l'appui nécessaire et la protection des droits dont elles ont besoin et qu'elles méritent.

Parmi les autres intervenants, le président du Sénégal, Macky Sall, a montré l'effort des pays du Sud pour aller vers une nouvelle civilisation qui n'utilisera plus le charbon et le pétrole. Le Sénégal s'engage à respecter la politique de réduction de gaz à effet de serre de 21 % d'ici 2020, a déclaré le Président du pays ouest africain suite à sa signature de l'Accord de Paris ce vendredi. Macky Sall a également souligné que son pays changeait sa politique

énergétique. « Nous avons un mix qui intégrait des énergies fossiles et carbonées, aujourd'hui nous avons abandonné cette option pour véritablement nous orienter vers les énergies renouvelables » a-t-il précisé. « C'est là où nous avons besoin de la compensation pour que les énergies nouvelles soient compétitives au même titre que les autres », a ajouté le Président.

Pour un prix du carbone

Parmi les mesures compensatoires, l'idée d'un prix sur le carbone fait son chemin. «Le travail commence maintenant» a déclaré l'Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour le changement climatique, Mary Robinson.

J'ai vraiment perçu que tout le monde est très sérieux, que nous avons un grand problème et qu'il faut agir, s'est félicitée l'Envoyée spéciale.

L'ancienne Première Ministre irlandaise estime qu'une prochaine étape importante dans la lutte contre le changement climatique serait de mettre un prix au carbone.

« Partout dans le monde cela arrive de plus en plus, les Chinois le font maintenant, mais vraiment il faut que l'on ait un régime où l'on reconnaît que le carbone est en train de détruire le monde » a affirmé Mary Robinson.

Édito

Le cyclone Fantala rappelle la réalité

Au moment où les représentants des gouvernements de 175 pays signaient vendredi l'Accord de Paris, le cyclone Fantala continuait à faire des dégâts dans notre région. Il venait de passer sur l'île de Farquhar, aux Seychelles. La plupart des personnes vivant sur cet atoll avaient été évacuées la semaine précédente. Il n'en restait qu'une dizaine qui était réfugiée dans un abri anti-cyclone. Fantala est passé à pleine puissance. Des vents à plus de 300 kilomètres par heure ont tout détruit. Tous les toits ont été arrachés, rares sont les arbres à ne pas avoir été étêtés ou cassés.

Les images diffusées par la télévision seychelloise ont montré les dégâts d'un cyclone tropical très intense. Elles ont rappelé les ravages faits par Hayian aux Philippines, ou Pam aux Vanuatu. Cette fois, c'est l'océan Indien qui était touché.

Cette fin de semaine, La Réunion accueillait la première conférence de coopération régionale. Un des thèmes choisis était le changement climatique. À l'heure des conclusions, l'adaptation au changement climatique était sous-estimée. Par exemple, aucune recommandation ne portait sur l'éloignement des populations et des équipements du littoral, ni sur l'adaptation des plans d'urbanisme. Pourtant, un cyclone aussi puissant que Fantala peut toucher La Réunion. Les dégâts seront alors considérables. Que restera-t-il alors du chantier de la nouvelle route du littoral ? Que deviendra la ville nouvelle de Cambaie construite en bord de mer ? Et dans quel état se-

ra la zone portuaire imaginée à Bois-Rouge ?

Le passage de Fantala sur l'île de Farquhar n'a fait heureusement aucune victime car toute la population a été préalablement évacuée ou mise à l'abri. Mais à La Réunion, une telle opération préventive sera bien plus difficile à réaliser, car le littoral est la zone la plus peuplée. Cette dernière compte plusieurs centaines de milliers d'habitants.

Le cyclone Fantala vient brutalement de rappeler où se situe les priorités, des priorités qui restent malheureusement sous-estimées.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Otè

Lo shien lo shantèr Dèv : pli inportan k'inportan, Lo buzz dsi l'internet !

Samdi - après-midi dann mon vyé kok loto mi ékout in pé san ékouté in-dé z'émissyon la radyo. L'avé poin inn té ki ral amoin. Sof momandoné nana inn la anparl lo shien lo shantèr Dèv -a s'ki paré in shien i sort La Rényon é la ansèrv z'apa pou rokin. In l'asosyasion la port sé plint é lo shantèr Dèv la ramas lo wa-wa ; é zordi, avèk in dalon, li la ékri in liv.

Si mi di azot in bonpé z'oditèr la apèl pou sa, zot i pé kroir amoin é tout té i di sa in fason abès La Rényon. Mèm inn la di z'istoir d'rokin, astèr zistoir z'animo martirizé ala lo mèm politik pou abès a-nou. Tan k'a bann z'oditèr, zot l'avé konm dan l'idé lo méyèr défansèr la Rényon sé zot.

Mé lo shomaj, la povreté, la kantité suisid, la késtyonn la kane, épi d'ot késtyon k'i konsèrn lo réjime ni viv dodan sa la pa in bann késtyon inportan sa ? Poitan si i parl de sa, mi pans sa i dir-ar pa dé z'èr d'tan. Mi pans mèm bann zournalis lé riskab pa trouv sa intérésan. Sirman pa osi inportan ké lo shien lo shantèr Dèv, lo shien k'i fé lo buz dsi l'internet.

Justin

« Fotbal i zoué pa dann tribine ! » - In kozman po la rout

Kosa zot i anpans zot ? Lé sir fotbal I zoué dsi térin é lé z'espéktatèr I fé dézord dann tribine ; I ariv mèm ké zot I fé l'éshanj kou d'poin dann tribune. Mé lé sir ké zot I mark pa lo bi ! Lé sir galman kéla pa dann tribune I ging n lo match. Pou kosa mi di sa ? Pars dann tribine nan in pé k'i akonpagn lo bann zouèr an kriyan, mèm an fézan lo zès pou mark lo bi. Mé konm sé in provèrb, i fo ni rode lo sans nout kozmman : ni pé dir si ou lé pa l'aktèr dann in kékshoz, lo match i zoué san ou. Ou i pans ou lé inpor-tan, mé, boudikont, ou i kont pou in krote de shien.